

À propos du livre de Clément Carbonnier et Bruno Palier
Les femmes, les jeunes et les enfants d'abord

Christiane Marty

Clément Carbonnier est professeur d'économie à l'Université Paris 8 et Bruno Palier directeur de recherches du CNRS. Ils ont chacun de nombreuses publications à leur actif dans le champ de la protection sociale et l'évaluation des politiques publiques ; notamment les politiques socio-fiscales pour Clément Carbonnier et la comparaison des différents systèmes de protection sociale en Europe pour Bruno Palier. Ils publient conjointement ici un livre précieux, très intéressant et bien argumenté : *Les femmes, les jeunes et les enfants d'abord, Investissement social et économie de la qualité*¹. Leur démonstration est pédagogique et elle s'appuie sur de nombreux travaux en sciences sociales et économiques. Son objet est de proposer une nouvelle stratégie économique et sociale visant à concilier une protection sociale ne laissant personne de côté, avec une « *montée en qualité généralisée du système productif* » ; une stratégie « *d'investissement social* » qui conçoit les dépenses sociales non plus comme un coût pour l'économie, mais comme une « *série d'investissements nécessaires à la fois pour répondre aux nouveaux besoins sociaux et garantir une prospérité durable, forte et partagée.* » Ce qu'ils nomment une « *stratégie de la qualité pour toutes et tous* », qui permettra de garantir la qualité de la vie et des emplois pour chaque personne dans un objectif de plus grande justice sociale, ainsi que la production de biens et de services de qualité.

L'ouvrage part du constat que la protection sociale ne réussit plus aujourd'hui à protéger les personnes les plus en difficultés économiques et sociales. Si le système créé après-guerre a réussi notamment à améliorer la santé de la population et à augmenter progressivement le niveau de vie à la retraite, il se trouve aujourd'hui en décalage par rapport à l'évolution de la société et de l'économie. En effet, de « *nouveaux risques sociaux* » sont apparus, concernant une part importante de la population qui se retrouve peu ou mal protégée : la pauvreté pour de nombreux enfants, le manque de qualification de nombreux jeunes, qui les condamne à des emplois bas de gamme et à des situations de précarité, les difficultés à concilier vie familiale et vie professionnelle qui pénalise l'emploi des femmes, particulièrement pour les mères seules avec enfants.

Le problème principal est lié à l'emploi, c'est-à-dire au fait que les personnes les plus vulnérables sont celles en marge du marché du travail, en inactivité, au chômage, même si la pauvreté existe aussi pour des personnes en emploi, notamment celles à temps partiel. Les jeunes entre 18 et 25 ans qui ne sont ni en éducation, ni en emploi, ni en formation n'ont droit, sauf exception, à aucun revenu minimum. Sur ce constat que la pauvreté et la précarité touchent en priorité les personnes non qualifiées, les auteurs préconisent de développer un « *système éducatif de la réussite pour toutes et tous* », qui doit commencer dès le plus jeune âge et accompagner ensuite les gens tout au long de leur vie à travers l'éducation et la formation, pour leur assurer une qualification. Ils explicitent l'importance d'une part pour tous les enfants de trouver un accueil collectif de qualité qui développe leurs capacités, avec des personnels qualifiés, alors qu'actuellement seule une faible minorité des enfants de moins de 3 ans trouve une place en crèche. D'autre part, importance également pour les femmes, car en majorité elles assument la prise en charge des enfants au détriment de leur emploi, en particulier pour les familles monoparentales. De même, des services de prise en charge des

¹ Clément Carbonnier et Bruno Palier, *Les femmes, les jeunes et les enfants d'abord, Investissement social et économie de la qualité*, Paris, PUF, janvier 2022.

personnes handicapées ou en perte d'autonomie sont indispensables pour leur permettre de mener des carrières complètes.

Les auteurs insistent sur le fait que cette prise en charge des enfants comme des personnes en perte d'autonomie doit reposer, non pas principalement sur des prestations monétaires, mais sur des services qui doivent être accessibles à tous, notamment aux plus démunis qui en ont le plus besoin. Or, ce n'est pas le cas aujourd'hui. Les enfants des milieux défavorisés ont peu d'accès aux crèches. L'éducation et la formation – non incluses au sens strict dans les dépenses de protection sociale – sont elles aussi inégalitaires : ce sont surtout les élèves des catégories aisées qui sortent diplômés et qualifiés, et ce sont d'abord les personnes déjà les mieux formées qui bénéficient de la formation professionnelle. La protection sociale doit donc s'orienter vers des services d'investissement social et *« proposer la mise en œuvre d'un accès universel garanti aux crèches, aux services de prise en charge de la perte d'autonomie, à l'éducation de la réussite pour toutes et tous et à la formation professionnelle tout au long de la vie »*.

Le livre rappelle les évolutions technologiques et géopolitiques qui ont fait suite aux Trente Glorieuses et au premier choc pétrolier, et le tournant néolibéral qui a suivi. Au milieu des années 1970, le modèle keynésien a fait place à une vision économique centrée sur les mécanismes de marché, la protection sociale étant *« accusée d'être une des causes de la crise et appelée à s'adapter au contexte d'une compétition internationale accrue pour devenir moins coûteuse et plus favorable à l'emploi »*. La France a alors opté pour une stratégie de baisse du coût du travail pour les moins qualifié·e·s², avec de nombreuses exonérations de cotisations sociales, stratégie dont les auteurs montrent les dommages au fil de leur démonstration, avec une dualisation croissante du marché du travail. C'était un choix politique, non dicté par des contraintes économiques. Les auteurs montrent comment d'autres pays ont fait des choix différents, avec différentes conséquences sur la protection sociale et les inégalités d'accès. Le choix français a conduit à une croissance substantielle des inégalités, pas seulement monétaires, mais *« dans le bénéfice des biens publics et de la protection sociale »*. Sans devenir moins coûteux, le système de protection sociale est *« de moins en moins protecteur et égalitaire »*.

À la fin des années 1990, une nouvelle approche des politiques sociales a émergé en opposition aux politiques néolibérales et à leurs conséquences sociales néfastes : c'est donc l'investissement social, qui prône la réorientation de l'État social vers l'avenir. Il s'agit de répondre aux nouveaux besoins sociaux, et d'accompagner la mutation vers une *« économie de la connaissance fondée sur l'innovation et les services »*. Cette approche cherche à situer l'intervention des politiques sociales en amont plutôt qu'en aval : *« préparer pour avoir moins à réparer »*. Si elle marque une rupture par rapport aux stratégies précédentes, elle a donné lieu à diverses applications selon les pays, qui n'ont pas toujours permis de contrer la dualisation des sociétés. Les auteurs identifient trois modalités principales de ces politiques d'investissement social : inclusive, ciblée et stratifiée. Ils en commentent les déclinaisons nationales dans quelques pays, puis en France. Cette analyse est très instructive. Elle pointe les insuffisances, voire les incohérences, des différentes politiques menées.

Les auteurs proposent alors – c'est l'aboutissement de leur démonstration – une autre approche de l'investissement social, *« inclusive, universelle, égalitaire et qui se construit en complémentarité avec une stratégie économique de la qualité pour toutes et tous »*. Ils

² L'écriture inclusive est utilisée dans le livre pour renforcer le propos lorsque, comme le précise une note, les auteurs souhaitent insister sur le caractère inclusif des politiques à mener.

préviennent que c'est une proposition réformiste, réalisable à relativement court terme, qui « *s'inscrit dans ce qu'est devenu le capitalisme aujourd'hui sans chercher à le chambouler* » : l'avantage, précisent-ils, est de permettre d'améliorer le sort de nombreuses personnes sans nécessiter de révolution fondamentale, même s'ils notent à regret que « *les gains attendus sont probablement moins ambitieux* ».

Cette approche construit une cohérence entre politiques sociales et économiques, remet en question les objectifs des politiques industrielles en définissant une « *stratégie de croissance alternative à la stratégie du low cost* » : la qualité pour tous et toutes, à la fois en termes de qualifications, de biens et services produits, et en termes d'emplois. Les auteurs évoquent aussi les contraintes environnementales et, tout en regrettant leur manque d'expertise dans ce domaine, prennent néanmoins en compte l'enjeu écologique : d'abord ils contestent la focalisation sur la baisse des coûts de production et la stratégie productiviste qui épuise les ressources humaines et les ressources naturelles ; ensuite ils prônent une logique économique « *moins quantitative et plus qualitative* » ; et ils intègrent dans leur approche le besoin de transports collectifs et de logement de qualité qui soient accessibles à tous.

On ne dévoilera pas plus en quoi consiste cette approche, ni les pistes de financement, pour les laisser découvrir par la lecture du livre. Deux petites interrogations restent néanmoins en suspens, qui auraient probablement pu être levées. La première concerne l'objectif de viser *la qualité générale des emplois* au moyen d'une formation de qualité tout au long de la vie (mais aussi par la revalorisation des métiers – notamment ceux à dominante féminine – indispensables à la société mais dont la qualification n'est pas reconnue). Ce qui semble très positif. Mais que deviennent alors les emplois de basse qualification qui restent néanmoins nécessaires (éboueur, serveur-serveuse, aide-ménagère, etc.) ? Comment faire disparaître totalement la polarisation du marché du travail ? S'agit-il de construire des parcours professionnels permettant à toute personne et pour tout emploi de monter progressivement en qualification ?

Seconde interrogation : la perspective est d'organiser une montée en gamme de l'ensemble de l'économie française, au lieu de se focaliser sur la « *baisse des coûts d'une production de milieu de gamme* », comme actuellement. Les auteurs critiquent à juste titre la Stratégie de Lisbonne qui visait à faire de l'Union européenne l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde, ce qui impliquait des échanges économiques durablement déséquilibrés. Mais ils n'expliquent pas bien en quoi une économie s'appuyant sur « *l'investissement dans la qualité et l'innovation* », nécessaire « *pour conquérir une nouvelle place dans l'économie mondiale* », permettra de mieux équilibrer les échanges économiques et de ne pas reproduire au niveau international ce qu'on tente de combattre au niveau national.

Ces interrogations ne diminuent en rien l'intérêt de la stratégie présentée dans cet ouvrage, qui répond au besoin d'une transformation profonde et qui intègre parmi les priorités la préoccupation pour la réduction des inégalités sociales. La situation des femmes en particulier est très bien exposée, avec les obstacles qu'elles rencontrent pour accéder à un emploi à temps complet – manque de places de crèches, de services auprès des personnes en perte d'autonomie –, les conséquences des enfants sur leur carrière, les inégalités professionnelles, les congés parentaux et paternels mal conçus, etc. Si Bruno Palier et Clément Carbonnier disent manquer d'expertise sur les questions écologiques, il est évident qu'ils n'en manquent pas sur les questions féministes. Une raison (personnelle) de plus pour conseiller de les lire...

Christiane Marty est ingénieure, membre du Conseil scientifique d'Attac, de sa Commission Genre et de la Fondation Copernic.